

## LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TCHÉCOSLOVAQUE (1948-1989) : UN CAS GÉNÉRALISABLE ?

Antoine Marès

Presses Universitaires de France | « Relations internationales »

2011/4 n° 148 | pages 59 à 74

ISSN 0335-2013

ISBN 9782130587347

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2011-4-page-59.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## La politique étrangère tchécoslovaque (1948-1989) : un cas généralisable ?

Les démocraties populaires (et États socialistes) d'Europe médiane font partie d'un ensemble parfois désigné sous les noms d'« Empire soviétique »<sup>1</sup> ou de « bloc soviétique », avec un centre – Moscou – et une périphérie, constituée par ses satellites. Est-il légitime dans cette configuration de parler de politiques étrangères autonomes des États centre-européens constitutifs ? D'autant que les rapports interétatiques au sein du bloc sont marqués par un encadrement très sévère de la souveraineté : les troupes soviétiques occupent la plupart des pays de l'Europe médiane (à l'exception de la Tchécoslovaquie, entre janvier 1946 et août 1968, et de la Roumanie, à partir de 1958) et leurs interventions brutales à Berlin en juin 1953, à Budapest en novembre 1956 et en Tchécoslovaquie en août 1968 rappellent plus les mises au pas des provinces chrétiennes par la Porte ottomane que des rapports entre États indépendants<sup>2</sup>. Pourtant, ces États sont reconnus à part entière, que ce soit dans les forums internationaux – allant même jusqu'à l'octroi d'un siège à l'Ukraine et à la Biélorussie à l'ONU – ou dans les négociations et les rapports bilatéraux. Mais ce n'est pas un pur formalisme qui nous pousse à aborder l'étude des politiques étrangères des démocraties populaires. Ces politiques étrangères reposent, d'un côté, sur des traditions étatiques et historiques – d'ailleurs affirmées, revendiquées, récupérées et instrumentalisées par le régime communiste –, d'un autre côté, sur une tension constante pendant plus de quarante ans entre la perte de l'indépendance et l'aspiration à recouvrer une pleine souveraineté. Ce « jeu » d'affirmation étatique entre le centre et la périphérie, qui ne

1. D'Hélène Carrère d'Encausse, *La Gloire des nations ou la Fin de l'Empire soviétique*, Paris, Fayard, 1990, à Egor Gaïdar, *La Chute de l'Empire soviétique. Leçons pour la Russie d'aujourd'hui*, Paris, Édition Eyrolles, 2010, en passant par Jacques Lévesque, *1989, la fin d'un empire : l'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, parmi tant d'autres.

2. Pour reprendre la thèse de Jacques Lévesque exposée ci-dessus, on comprend mieux le caractère vital du contrôle soviétique de l'Europe centrale, si l'on adhère à l'idée que « l'existence des régimes socialistes de l'Europe de l'Est a été une des principales, et peut-être même la principale source de légitimation du pouvoir du Parti communiste de l'URSS, en URSS même » (p. 7-8).

cesse de se complexifier après la période stalinienne, est d'ailleurs l'un des moteurs de l'Empire<sup>3</sup>.

Nous nous concentrerons ici essentiellement sur l'exemple de la Tchécoslovaquie. À un tableau général succinct de sa politique étrangère succédera l'analyse des éléments qui permettent de mesurer les contraintes et les marges de manœuvre potentielles de cette politique étrangère, telles qu'on peut les identifier pour cet espace national et, éventuellement, les étendre aux autres satellites de l'URSS ; la conclusion tentera d'apporter une réponse provisoire à la question posée. Précisons qu'il s'agit ici d'un champ à défricher et que le manque d'études ponctuelles, et surtout comparatives, donnera forcément à la deuxième partie de cet article une dimension souvent interrogative, proposant une série d'hypothèses et de pistes plus que des résultats définitifs.

#### LA POLITIQUE EXTÉRIEURE TCHÉCOSLOVAQUE

Au cours de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, elle est déterminée par deux événements originels : les accords de Munich conclus dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, puis la signature à Moscou, le 12 décembre 1943, du pacte d'amitié, d'aide mutuelle et de coopération soviéto-tchécoslovaque. Les premiers ont été suivis de la destruction provisoire de l'État, le second de l'espoir de sa résurrection intégrale. Ce traumatisme et la façon d'y remédier constituent la matrice d'où va sortir la politique pragoise d'après 1945 et le discours qui l'accompagne, éléments indissociables, ce discours construisant, renforçant et justifiant cette politique<sup>4</sup>.

Dès la fin de l'année 1942, et surtout à partir du début de l'année 1943, de bonnes relations avec Moscou sont posées comme axiome de la politique

3. Pour une vision globale de l'histoire des satellites européens de l'URSS, les travaux « à chaud » de François Fejtö (*Histoire des démocraties populaires*, 3 tomes au Seuil, 1953-1992) et Jacques Rupnik (*L'Autre Europe. Crise et fin du communisme*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1990), ou le classique *Return to Diversity. A Political History of East Central Europe since World War II*, New York-Oxford, Oxford University Press, 2008, de Joseph Rothschild et Nancy Wingfield. En tchèque, Jiří Vykoukal, Bohuslav Litera, Miroslav Tejchman, *Východ. Vznik, vývoj a rozpad sovětského bloku 1944-1989*, Prague, Libri, 2000. Et pour le contexte international de la Guerre froide, parmi d'autres : Wilfried Loth, *Overcoming the Cold War, a History of Detente*, New York, Palgrave, 2002 et Georges-Henri Soutou, *La Guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

4. Il existe peu d'ouvrages de synthèse sur la politique étrangère de la Tchécoslovaquie socialiste : dans un ensemble plus vaste, l'étude ambitieuse de Jindřich Dejmeš, *Československo, jeho sousedé a velmoci ve XX. století (1918 až 1992)*, Prague, CEP, 2002 ; *50 let českého výzkumu mezinárodních vztahů: od ÚMPE k ÚMV* (dir. Petr Drulák, Petr Kratochvíl et coll.), Prague, ÚMV, 2007. Plus anciens, Václav Kotyč, *O zahraniční politice socialistických států*, Prague, 1967, Prague ; *Otázky mezinárodní politiky*, Ideologické oddělení ÚV KSČ, NPL, 1965, avec notamment Jaroslav Šedivý, p. 255-294 et Adolf Müller, *Die Tschechoslowakei auf der Suche nach Sicherheit*, Berlin, Berlin Verlag, 1977. L'Institut d'histoire contemporaine (ÚSD) de l'Académie des sciences et sa revue *Soudobé dějiny* (éditée depuis 1993, désormais *Sd* dans les notes) ont finalement peu travaillé sur le sujet en dehors des relations soviéto-tchécoslovaques pour 1948, 1968 et 1989. Hormis le travail considérable de défrichage réalisé par Karel Kaplan, c'est un chercheur extérieur à l'Institut, Petr Zídek, qui y a accordé le plus d'attention (cf. sa contribution ci-dessous).

du gouvernement dirigé par Edvard Beneš à Londres. Il s'y mêle de l'affectif – l'URSS n'a pas participé au dépeçage de septembre 1938 et l'on oublie le caractère fallacieux de l'aide alors proposée, tout comme on considère le pacte germano-soviétique comme un épisode tactique<sup>5</sup> – et du réalisme : à partir du moment où Roosevelt et Staline ont définitivement rejeté à Téhéran, le 28 novembre 1943, les propositions de Churchill en vue d'un débarquement dans les Balkans, il est clair que le maître du Kremlin tient entre ses mains le destin de l'Europe médiane<sup>6</sup>. Pour éviter le sort qui se dessine pour la Pologne, il vaut mieux entretenir des relations correctes, voire amicales, avec Moscou, pensent le président Beneš et son entourage, notamment Hubert Ripka<sup>7</sup>. Cela va conduire à une véritable autocensure tchécoslovaque concernant les critiques à l'égard de l'URSS. Et ceux qui ne se résignent pas au silence, comme le démocrate-chrétien Pavel Tigrid, deviennent cibles de toutes les critiques, sont désavoués et sont éventuellement expulsés des organes d'État<sup>8</sup>.

Entre 1945 et 1948, la politique extérieure tchécoslovaque a pour particularité de combiner le maintien d'un certain ordre démocratique avec un alignement sur le « libérateur », concrétisé par un dense tissu de traités bilatéraux avec les alliés de Moscou<sup>9</sup>. L'appui donné par Staline à la reconstitution de l'État et à l'expulsion des Allemands joue un rôle fondamental, la « politique allemande » étant devenue centrale dans la politique extérieure de Prague<sup>10</sup>. Par ailleurs, si le territoire national n'est plus occupé par les troupes américaines et soviétiques à partir de janvier 1946, Staline n'en a pas moins imposé unilatéralement sa volonté à de multiples reprises : annexion de la Ruthénie subcarpatique sans processus démocratique et en contradiction avec les accords bilatéraux antérieurs<sup>11</sup>, captation exclusive de l'uranium tchèque<sup>12</sup>, mise en place d'un réseau d'espionnage soviétique en

5. D'ailleurs, les anniversaires de Munich sont l'occasion d'une instrumentalisation systématique. Archives du ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque (désormais AMZV), KPS-T 1955-1964, carton 11, dossier 11 et carton 2, dossier 15, qui montrent le soin accordé à l'organisation de la propagande lors des commémorations de 1963.

6. Voir l'édition critique des *Mémoires* d'Edvard Beneš par Milan Hauner (Prague, Academia, 2007, 3 vol.).

7. Hubert Ripka, *ČSR v nové Evropě*, Londres, Lincolns-Prager, 1945, p. 83-89.

8. Milan Drápala, *Na ztracené vartě Západu: antologie české nesocialistické publicistiky z let 1945-1948*, Prague, Prostor, 2000. Et le dossier de Pavel Tigrid (AMZV, fonds des dossiers personnels).

9. Ce réseau entre alliés de Moscou fait partie de la construction du bloc (Dejmek, *op. cit.*, p. 30). Sur les effets dans le monde occidental, l'étude de Petr Prokůš : *Československo a Západ 1945-1948*, Prague, isv nakladatelství, 2001.

10. Jaroslav Kučera, « Žralok nebude nikdy tak silný ». *Československá zahraniční politika vůči Německu 1945-1948*, Prague, Argo, 2005.

11. Petr Švorc, *Zakletá zem, Podkarpatská Rus, 1918-1946*, Prague, Nakl. Lidové noviny, 2007, p. 257-262. Il s'agit de l'aboutissement de plusieurs ouvrages antérieurs de l'auteur.

12. Sur la confiscation de cet uranium au profit de Moscou, par accord du 23 novembre 1945, voir Václav Průcha et al., *Hospodářské a sociální dějiny českolovenska 1918-1992*, vol. 2, Brno, Doplněk, 2009, p. 124 et sur son exploitation immédiate : Tomáš Dvořák, « Těžba uranu versus "očista" pohraničí », *Sd*, 12<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 3-4, 2005, p. 626-671.

Pays tchèques<sup>13</sup>. Le ministère des Affaires étrangères a déjà été épuré de ses éléments anticommunistes ; dirigé par Jan Masaryk, le fils du fondateur démocrate de l'État, il est doublé et contrôlé par Vlado Clementis, vice-ministre slovaque et communiste<sup>14</sup>. Enfin, les communistes sont déjà très présents en son sein comme dans l'ensemble des rouages du pouvoir, même s'ils n'y sont pas encore majoritaires. Sur la scène internationale, tant dans les grandes organisations que sur le plan bilatéral, Prague suit et soutient si systématiquement Moscou que les Américains restreignent sérieusement leur aide financière en 1946-1947. Le mois de juillet 1947 a constitué un tournant en termes de visibilité de cette dépendance : Staline a alors enjoint aux Tchécoslovaques de ne pas se joindre aux discussions préliminaires du plan Marshall, malgré leur accord initial, et de ne pas poursuivre les discussions en vue de renouveler le traité d'amitié franco-tchécoslovaque<sup>15</sup>. La soviétisation de la politique extérieure de Prague est donc antérieure à sa soviétisation politique finale de février 1948, même si le signal symbolique le plus spectaculaire n'a été donné que le 10 mars 1948 par le « suicide » spectaculaire de Jan Masaryk<sup>16</sup>.

L'alignement s'accélère alors et commence une véritable chasse aux sorcières : en quelques mois, la quasi-totalité des hauts fonctionnaires du ministère restent à l'étranger, partent en exil ou sont limogés et la moitié de l'ensemble du personnel du palais Černín est changé. Puis vient le tour de la mise à l'écart de nombre de communistes à partir de 1950, avec l'implication de Vlado Clementis dans le procès phare dont la victime centrale est le secrétaire général du PCT Rudolf Slánský<sup>17</sup>. Dès 1949, le ministère a été restructuré fidèlement sur le modèle soviétique, sous la direction formelle du stalinien slovaque Viliam Široký<sup>18</sup>, puis totalement aligné sous celle de Václav David, qui restera en poste pendant plus de quinze ans, de 1953 à 1968. Cet apparatchik, comptable de formation, lié à l'URSS depuis 1935, est représentatif de l'assujettissement total à Moscou,

13. Dejmek, *op. cit.*, p. 28.

14. Qui devient ministre après le « suicide » de Jan Masaryk le 10 mars 1948. Sur les ambiguïtés de l'attitude de Clementis qui laisse épurer le ministère, le plaidoyer de Ján Čierný, *Clementis – diplomat*, Bratislava, Literarne informačné centrum, 1999.

15. Karel Kaplan, R. Jičín (coll. éd.), *Československo a Marshallův plán*, Prague, 1992; Mikhaïl Narinskij, « Sovětský svaz a Marshallův plán: ještě k otázce sovětského veta », *Sd*, 1997, n° 3-4, p. 479-491.

16. Sur Jan Masaryk, Pavel Kosatík et Michal Kolář, *Jan Masaryk – Pravdivý příběh*, Prague, Mladá fronta, 1998. Les incertitudes sur la question du suicide ou du meurtre n'ont jamais pu être levées malgré toutes les enquêtes menées depuis 1948, et notamment après 1989. Si l'on retient l'hypothèse du suicide, comme le pense Antonín Šum, le dernier secrétaire de Jan Masaryk, il n'en reste pas moins qu'il a été provoqué par les communistes.

17. Karel Kaplan, *Procès politiques à Prague*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1980 et Ján Čierný, *op. cit.*, p. 191-195. Clementis est exécuté le 3 décembre 1952 avec dix de ses coaccusés.

18. Viliam Široký (1902-1971) est membre et fonctionnaire du PCT depuis 1921. Envoyé en Slovaquie pour y diriger le travail clandestin du pcs, il y est arrêté et emprisonné jusqu'en 1945. Président du Parti communiste slovaque de 1945 à 1954, il cumule ensuite de nombreuses fonctions au sein du PCT et au Gouvernement : ministre des Affaires étrangères de 1950 à 1953, président du Conseil de 1953 à 1963. Il est destitué en 1963 et suspendu du PCT en 1968 pour ses responsabilités lors de la période stalinienne. [www.mzv.cz/historie](http://www.mzv.cz/historie).

par sa médiocrité et sa servilité<sup>19</sup>. Dans de telles conditions, on comprend que la politique étrangère tchécoslovaque ait été quasiment inexistante et entièrement pilotée par Moscou entre 1949 et la moitié des années 1950. Si le ministère connaît une légère embellie dans la seconde moitié des années 1950, il le doit au personnel de meilleure qualité arrivé des structures du parti et d'autres ministères, notamment économiques : ce sont d'ailleurs ces fonctionnaires qui, aux postes de vice-ministres, dirigent vraiment le palais Černín et formeront un encadrement plus performant dans les années 1960<sup>20</sup>. Enfin, il faut souligner l'intégration de la Tchécoslovaquie au sein des organisations communes mises en place par Moscou, que ce soit le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) créé en 1949 ou le pacte de Varsovie fondé en 1955.

Ce cadre une fois posé, quelle a été la politique de Prague ? Sur le plan interne du bloc et sur la scène internationale, cette politique est jusqu'à la seconde moitié des années 1960 une politique de strict accompagnement du « Grand Frère ». On chercherait en vain des tentatives d'émancipation ou d'autonomisation, telles qu'elles sont apparues chez les Polonais ou les Roumains. Les événements hongrois de 1956 ont fonctionné comme un élément de glaciation des initiatives éventuelles<sup>21</sup>. Et, en 1967, Prague suit sans état d'âme la décision de rompre avec l'État d'Israël après la guerre des Six Jours, à la différence de Bucarest<sup>22</sup>. Ainsi la Tchécoslovaquie a-t-elle été un des rares États à ne pas profiter de l'émergence d'un certain polycentrisme développé à la suite de la lutte de succession engagée par les héritiers de Staline. Novotný a adhéré à tel point à la politique de Nikita S. Khrouchtchev qu'en octobre 1964, il a reproché à Leonid Brejnev de ne pas avoir prévenu les « pays frères » de la destitution de son ami et allié.

Pourtant, la politique extérieure va bouger très lentement sous la pression de la société civile à partir de 1963, notamment dans son ouverture vers l'Occident. L'apparition d'un personnel diplomatique qualifié qui prend un peu d'indépendance par rapport aux durs du parti contribue à cette mise en mouvement. Et l'on peut créditer le premier secrétaire du parti communiste tchécoslovaque Antonín Novotný et son ministre des Affaires étrangères Václav David d'avoir laissé cette évolution se développer,

19. Václav David (1910-1996) a fait des études commerciales avant d'entrer en 1929 comme comptable à l'usine ČKD. Il est secrétaire de l'Union des amis de l'URSS dès 1934. Entré au PCT en 1935, il devient membre de son 4<sup>e</sup> CC provisoire illégal en 1944-1945 et participe au soulèvement de Prague. Il entre alors au présidium et, de 1951 à 1953, au secrétariat du PCT ainsi qu'à la vice-présidence de l'Assemblée nationale. Après avoir été ministre de 1953 à 1968 et avoir approuvé l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en août 1968, il est envoyé à Sofia comme ambassadeur (1969-1971). Député de 1969 à 1990, il a joué un rôle important à la tête de l'Assemblée nationale. Il a été aussi un des personnages clés de l'Union de l'amitié soviéto-tchécoslovaque (qu'il a présidée à partir de 1987 après en avoir été vice-président de 1953 à 1972). [www.mzv.historie.cz](http://www.mzv.historie.cz)

20. Autre caractéristique de cette période : en 1948, on comptait 35 ambassades et 27 consulats ou consulats généraux ; en 1966, on en est à 66 ambassades et 10 consulats généraux, avec une très forte implantation en Asie et en Afrique. La spécialisation tchécoslovaque vers le Tiers Monde s'affirme ainsi.

21. Muriel Blaive, *Une déstalinisation manquée, Tchécoslovaquie 1956*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005.

22. Petr Zidek, Karel Sieber, *Československo a Blízký východ v letech 1948-1989*, Prague, ÚMV, 2009.

modestement certes, mais dans une atmosphère qui se libérait très progressivement, malgré quelques à-coups. Cette ouverture traduit avant tout une volonté d'augmenter les échanges économiques et culturels, tout d'abord avec l'Italie et la Grande-Bretagne, puis avec la France, alors que les relations avec l'Allemagne restent hypothéquées par l'interprétation des accords de Munich<sup>23</sup> et par les séquelles de la guerre. Ce dégel est bien entendu lié à la détente plus générale favorisée par la lutte de succession de Staline, amplifiée par Nikita Khrouchtchev et poursuivie quelque temps par Brejnev, et l'on reconnaît dans cette évolution le modèle de Moscou.

Contrairement à ce qui se passe en politique intérieure, le Printemps de Prague n'apporte pas de modification fondamentale à ce cours très prudemment libéralisateur : certes, les relations avec l'Ouest se fluidifient un peu, mais les interlocuteurs occidentaux (notamment allemands) ont alors bien conscience de la fragilité de la situation et se gardent de « mettre de l'huile sur le feu » ; au contraire, ils incitent les acteurs praguais à la prudence et les responsables de la politique étrangère locaux (Jiří Hájek, juriste compétent devenu ministre<sup>24</sup>, ou Antonín Šnejdárk, à la tête de l'Institut pour la politique et l'économie internationales, l'ÚMPE<sup>25</sup>), tout en multipliant les contacts avec l'Ouest, n'envisagent pas de distendre les liens avec Moscou. Au plus recherchent-ils une plus grande égalité entre partenaires du bloc et une certaine latitude dans les contacts, comme en témoignent les visites estivales à Prague de Nicolae Ceaucescu et du maréchal Tito. C'est seulement après l'intervention soviétique dans la nuit du 20 au 21 août 1968 que la rupture se produit et que Jiří Hájek en appelle à l'ONU et à l'aide internationale : sans résultat, évidemment<sup>26</sup>.

Intervient une nouvelle fracture, presque égale en importance à celle de 1948. La Tchécoslovaquie est désormais occupée. L'invasion se traduit sur le plan international par l'adoption forcée de la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée, entérinée par le traité bilatéral du 6 mai 1970. Plus de la moitié des hauts fonctionnaires du ministère est éliminée par

23. Toute la question est de savoir si les accords de Munich sont frappés de nullité *ab initio*, ou si c'est leur violation le 15 mars 1939 qui les a annulés. C'est aussi un problème d'interprétation qui s'est posé du côté britannique, alors que la France libre a accepté dès 1942, puis en 1944, la thèse pragoise. Cf. A. Marès, « Munich dans les relations franco-tchécoslovaques 1938-1968 », in *Mythos München. Le mythe de Munich. The Myth of Munich* (dir. Fritz Taubert), Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2002, p. 203-218.

24. Jiří Hájek (1913-1993), juriste de formation, ancien élève d'Hubert Beuve-Méry à l'institut Ernest-Denis de Prague, a été arrêté en novembre 1939 et emprisonné en Allemagne pendant toute la durée de la guerre. Social-démocrate crypto-communiste en 1945 (il sera membre du CC du PCT de 1948 à 1969), il occupe des postes universitaires avant d'entrer en octobre 1954 au MZV. Ambassadeur à Londres, puis vice-ministre des Affaires étrangères, il devient ministre de l'Éducation nationale en 1965 avant de prendre la tête du MZV pour quelques mois entre avril et septembre 1968. Écarté du pouvoir, il devient alors un dissident célèbre et un des fondateurs de la Charte 77 dont il sera le premier porte-parole avec Jan Patočka et Václav Havel ([www.mzv.cz/historie](http://www.mzv.cz/historie)).

25. *50 let českého výzkumu mezinárodních vztahů: od ÚMPE k ÚMV'* (dir. Petr Drulák, Petr Kratochvíl et coll.), Prague, ÚMV, 2007, et témoignages d'A. Šnejdárk à l'auteur.

26. Slavomír Michálek, « Février 1948 et août 1968 à l'ONU », in *La Tchécoslovaquie sismographe de l'Europe* (dir. A. Marès), Paris, Institut d'études slaves, 2009, p. 225-236.

la purge qui marque les débuts de la « normalisation » en 1969-1971 : elle se déroule sous les auspices du nouveau ministre fédéral Ján Marko, ancien directeur d'une usine de magnésite en Slovaquie et ministre sans portefeuille dans le gouvernement Lenárt de 1965 à 1968. C'est d'ailleurs encore un Slovaque qui lui succède, Bohuslav Chňoupek<sup>27</sup> : en dix-sept ans de présence, il fait passer la proportion de Slovaques au ministère des Affaires étrangères de 10 à 31 % dans une Tchécoslovaquie fédéralisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1969<sup>28</sup>. Mais les deux décennies qui vont de 1969 à 1989 sont à nouveau une période de glaciation et d'accompagnement fidèle des Soviétiques (notamment dans le processus d'Helsinki)<sup>29</sup> : seule la normalisation des rapports avec l'Allemagne (traité du 11 décembre 1973) et avec l'Autriche (accords confidentiels du 19 décembre 1974 sur les biens) est à noter, ouvrant la voie à des échanges économiques plus importants. C'est d'ailleurs la caractéristique de la politique étrangère des années 1970 et 1980 que de se concentrer sur les relations commerciales. La Tchécoslovaquie de Gustáv Husák, premier secrétaire de 1969 à 1988, est restée l'élève très obéissant de Brejnev, et l'arrivée de Jaromír Johanes en 1988 comme ministre (le premier diplomate à occuper cette fonction) n'a pas eu d'impact. Quant à la politique du successeur de Husák à la tête du parti, Milouš Jakeš, elle a consisté à freiner des quatre fers pour empêcher tout changement touchant à autre chose qu'à de meilleures performances économiques de la Tchécoslovaquie. Si Prague a soutenu les efforts d'intégration et les premières mesures préconisées par Gorbatchev, dont un des premiers gestes a été de prolonger le pacte de Varsovie pour vingt ans, puis de lancer le « Programme complexe de progrès scientifique et technique » du CAEM, elle a ensuite été très réticente à s'engager sur la voie de la perestroïka et de la glasnost. Il y a là une véritable rupture par

27. Ancien journaliste, Bohuslav Chňoupek (1925-2004) a soutenu l'occupation de la Tchécoslovaquie et fait partie des principaux représentants de la normalisation, tout d'abord comme directeur général de la Radio (1969-1970), puis comme ministre des Affaires étrangères (9 décembre 1971-11 octobre 1988). Formé à l'École supérieure de sciences économiques de Bratislava. Journaliste à partir de 1948 à *Borba*, puis *Smena* et *Pravda*, de 1960 à 1965, il est envoyé comme correspondant en URSS avant d'être rédacteur en chef de *Predvoj* (1965-1967). Membre du PCT de 1945 à 1990, il est candidat au comité central de 1966 à 1969 puis membre à cette date. De 1967 à 1969, il occupe le poste de vice-ministre de la Culture avant d'être ambassadeur en URSS en 1970-1971. Il est intéressant de noter qu'il soutiendra le cours gorbatchévien. Cette trajectoire témoigne de liens très forts avec l'URSS, avec de longs séjours à Moscou ([www.mzv.cz/histoire](http://www.mzv.cz/histoire)).

28. Pour la perception slovaque de ce processus, voir Jan Dömök, *Diplomat na štyroch kontinentech*, Bratislava, Ikar, 2007, p. 29 : l'auteur met l'accent sur les tensions entre Tchèques et Slovaques et sur l'inégalité de traitement de ces derniers, notant qu'ils représentent seulement 25 % des chefs de poste, mais 42 % des chauffeurs, et qu'ils sont envoyés dans les postes les plus éloignés et les plus difficiles. Dix-huit nouvelles ambassades sont alors ouvertes pour répondre à la naissance de nouveaux États (il y en a 90 plus 12 consulats généraux en 1988).

29. Nous disposons de nombreux témoignages, directs ou indirects, des principaux acteurs de cette période sombre : Viliam Plevza, *Vzostupy a pády. Gustáv Husák prehovoril*, Bratislava, Tatrapress, 1991 ; Lubomír Štrougal, *Paměti a úvahy*, Prague, Nakl. Epoque, 2009 ; *Paměti Váslava Bíláka*, Prague, Agentura Cesty, 1991. L'ouvrage *Zahraniční politika ČSSR*, Prague, Nakladatelství Svoboda, 1983, préfacé par Bohuslav Chňoupek, est un bel exemple de cette régression intellectuelle qui a frappé la Tchécoslovaquie normalisée.

rapport à une tradition d'obéissance à l'URSS. On sent toutefois, à la fin des années 1980, les hésitations de la politique pragoise qui caractérisent un régime discrédité et à bout de souffle, comme le montreront les événements de novembre 1989. Elles restent à étudier sur le plan extérieur<sup>30</sup>.

#### QUELLE AUTONOMIE ?

Quelles ouvertures a offert le contexte national et international pour la concrétisation d'une hypothétique autonomie des acteurs de la politique extérieure tchécoslovaque entre 1948 et 1989 ? Quelles ont été les contraintes pratiques, idéologiques, géostratégiques, économiques et sociétales qu'elle a dû subir ? Comment a fonctionné la dialectique entre fermeture et ouverture pendant ces quatre décennies ?

Dans le monde communiste, la marge d'autonomie des diplomates est structurellement faible. La définition de la politique étrangère est le fait du parti communiste – de son comité central et de son secrétariat (eux-mêmes en lien avec leurs homologues de Moscou) – et de la circulation des informations entre services secrets. Le ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque est au mieux un coordinateur, au pire, un simple exécutant secondaire. Quant au chef de l'État, il ne joue un rôle que s'il cumule sa fonction avec celle de chef du parti (par exemple Antonín Novotný entre 1957 et 1968, ou Gustáv Husák entre 1975 et 1988<sup>31</sup>). Seul le va-et-vient de certains personnels entre le comité central ou le secrétariat du PCT et le ministère des Affaires étrangères, imbriquant les hommes dans des réseaux qui dépassent leurs institutions de rattachement, a donné un peu plus de poids au palais Černín<sup>32</sup> : son titulaire a toujours eu une place secondaire dans la nomenclature, à l'exception de Viliam Široký, puis, furtivement de Jiří Hájek. C'est donc plus la politique du PCT que celle du ministère des Affaires étrangères qui permet de juger de la latitude tchécoslovaque.

La présence soviétique réduit encore la marge de manœuvre : en plus des troupes d'occupation<sup>33</sup>, les conseillers soviétiques, dont le nombre atteint son sommet sous la période stalinienne, ne se retirent que très progressivement. Les négociations concernant leur désengagement ont lieu de 1954 à 1959. L'action de ces conseillers sur la société et l'économie a été considérable,

30. Sur le plan de la politique intérieure, de remarquables travaux d'enquête ont été menés sur cette période par plusieurs équipes de l'Institut d'histoire contemporaine (ÚSD) : Miroslav Vaněk, Pavel Urbásek (éds.), *Vítězové? Poráženi?*, 2 vol., Prague, Prostor, 2005 ; Miroslav Vaněk (éd.), *Mocní? a Bezmoční?*, Prague, Prostor, 2006 ; et le livre de référence sur les événements de 1989 : Jiří Suk, *Labyrintem revoluce*, Prague, Prostor, 2003.

31. Même dans sa position, le président peut être isolé. C'est le cas à la fin de ses mandats (Plevza, *op. cit.*, p. 151-160).

32. Le plus grand palais baroque de Prague, siège du ministère des Affaires étrangères depuis les années 1920.

33. Jindřich Pecka et coll. (éds.), *Sovětská armáda v československu 1968-1991*, Prague, ÚSD, 1996.

mais il reste à en apprécier précisément l'impact<sup>34</sup>. En février 1948 comme en août 1968, l'ambassadeur de l'Union soviétique à Prague fait figure de proconsul. L'intégration militaire au sein du pacte de Varsovie accentue ce phénomène : on connaît le rôle offensif dévolu à la Tchécoslovaquie dans les plans du pacte de Varsovie dirigés contre l'Occident<sup>35</sup>.

Autre élément de contrainte : la présence des services secrets soviétiques et les collaborations qu'ils imposent à leurs homologues, que ce soit dans la surveillance des sociétés du bloc ou dans les actions dirigées vers l'extérieur<sup>36</sup>.

Un autre indice de « contrôle » touche à la formation des diplomates<sup>37</sup>. Si quelques-uns, très rares, sont des « survivants » de l'avant-guerre – en ce sens qu'ils ont été formés pendant cette période –, l'immense majorité vient de l'épuration consécutive à la prise de pouvoir en février 1948, et leur formation est moscovite<sup>38</sup>. Il est significatif que le dernier ministre des Affaires étrangères du régime, Jaromír Johanes (12 octobre 1988-10 décembre 1989), ait appartenu au premier groupe d'étudiants qui ont suivi les cours du MGIMO entre 1952 et 1958<sup>39</sup>. Alexandr Ort a récemment rappelé que la situation n'était pas simple et que les études à Moscou n'étaient pas la panacée : constatant le déficit de connaissances de ces apprentis diplomates sur leur propre pays, les responsables tchécoslovaques durent mettre en place en 1956 une formation spécifique à Prague<sup>40</sup>.

Si la solidarité slave développée pendant la guerre par Staline a été remplacée par des visions nettement plus partisanses et idéologiques, il n'en reste pas moins que le lien entre Russes, Tchèques et Slovaques repose sur une histoire et des expériences mobilisables en permanence et transformées en solidarités idéologiques. Cette grille de lecture permet d'interpréter la visite de Gagarine à Prague au printemps 1961 ou encore le fait que le premier cosmonaute non soviétique du bloc ait été, en 1978, tchécoslovaque<sup>41</sup>. D'une manière plus générale, l'esprit de compétition

34. Karel Kaplan, « Sovětští poradci v československu 1949-1956 », Prague, *Sešity ÚSD*, vol. 14, 1993.

35. Petr Luňák, *Plánování nemyslitelného. Československé válečné plány 1950-1990*, Prague, ÚSD-Dokořán, 2008.

36. La littérature sur le sujet s'est considérablement développée depuis 1990 : à titre d'exemple, *NKVD/KGB activities and its cooperation with other services in Central and Eastern Europe 1945-1989*, Prague, Ústav pro studium totalitních režimů, 2008.

37. Nous disposons d'un certain nombre de témoignages d'acteurs de la diplomatie tchèque ou slovaque : Eduard Goldstücker, *Vzpomínky 1945-1968*, Prague, G plus G, 2005 ; Bohuslav Chňoupek, *Memoare in claris*, Bratislava, Belimex, 1998, Dušan Spačil, *My z černína*, Prague, Periskop, 1996, Stanislav Šuja, *Po přečítání spálit*, Bratislava, Kontakt plus, 1998...

38. A. Marès, « Politique étrangère et culture en Tchécoslovaquie », *Culture et politique étrangère des démocraties populaires* (dir. A. Marès), Paris, IES, 2007, p. 91-120.

39. Consul à Sydney de 1969 à 1971, puis ambassadeur au Canada et aux États-Unis de 1974 à 1982, il a été nommé vice-ministre à son retour, puis ministre d'octobre 1988 à décembre 1989.

40. Alexandr Ort, *Střípky vzpomínek jednoho čecha na složitě 20. století*, Pilsen, Aleš Čeněk, 2007, p. 63-65. Ces mémoires sont une mine d'anecdotes et d'indications sur la politique étrangère tchécoslovaque. Cf. aussi A. Ort et Jaroslav Šedivý, in *50 let, op. cit.*, p. 31-72.

41. A. Marès, « Youri Gagarine à Prague ou "la mise en orbite des lendemains qui chantent" », *Terres promises. Mélanges offerts à André Kaspí*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, p. 427-440.

étatique non seulement n'a pas disparu entre les pays d'Europe centrale, y compris dans le domaine idéologique (notamment sur la fidélité à la pensée marxiste-léniniste), mais il s'est parfois démesurément amplifié, jouant un rôle de relégitimation des pouvoirs en place.

Géopolitiquement, à Prague, c'est avant tout la défense du *statu quo* face à l'Allemagne occidentale qui est considérée comme la règle d'or : elle commande l'alliance privilégiée avec l'URSS. C'est d'ailleurs un argument constamment répété par les responsables tchécoslovaques à leurs interlocuteurs français dans les années 1960. Face à la RFA « revancharde », seule l'URSS est une garantie. Bien sûr, cet argumentaire s'érode dans les années 1970 : dans la population, la sympathie bascule vers les citoyens de RFA par rapport à ceux de RDA (envahisseurs d'août 1968). Agiter l'épouvantail allemand ne fonctionne plus efficacement, notamment auprès des jeunes générations, d'autant que l'*Ostpolitik* menée par Willy Brandt rend de moins en moins crédible l'image cultivée par la propagande. C'est au contraire le modèle ouest-allemand de consommation qui fascine. Et les échanges réels pèsent de plus en plus au détriment des représentations officielles. Cette garantie soviétique face à la RFA qui a limité les velléités d'indépendance, au moins jusqu'aux années 1960, ne joue plus dans les mêmes termes, du moins au sein de la société<sup>42</sup>.

Par ailleurs, ce qu'on pourrait prendre pour de l'autonomie politique est souvent factice. Si Prague a réussi à capter en avril 1956 sur son sol le ministre des Affaires étrangères français Christian Pineau à son retour de Moscou, c'est bien évidemment avec l'aval de Khrouchtchev. Il en est de même pour la politique d'ouverture vers l'Ouest : si les responsables du palais Černín regardent vers Rome ou Londres au tournant des années 1950-1960, c'est surtout pour consolider leur position vis-à-vis de Bonn et essayer d'enfoncer un coin dans l'unité occidentale. Par ailleurs, la Tchécoslovaquie n'enfreint pas (au moins jusqu'en 1967) la règle tacite qui veut que la politique allemande du bloc passe tout d'abord par Berlin-Est. Ces deux exemples montrent que Prague a parfois une marge d'initiative et de manœuvre politique, mais que celle-ci reste très modeste. La question reste bien sûr de savoir si elle en prend l'initiative pour satisfaire ses intérêts propres, pour répondre à une tradition antérieure ou s'il s'agit d'une division concertée du travail diplomatique entre les pays du pacte de Varsovie. La réponse se trouve dans les archives soviétiques plus que dans les archives pragoises.

En revanche, le basculement de l'idéologique vers l'économique est un élément qui pousse à une autonomisation réelle : on peut le lire comme une revanche des principes du marxisme (la prévalence de l'économique)

42. Sur l'*Ostpolitik*, Peter Bender, *Die Neue Ostpolitik. Vom Mauerbau bis zur Vereinigung*, Munich, DTV, 1995 ou Carol Fink, Bernd Schaefer, *Ostpolitik, 1969-1974, European and Global Responses*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009. Voir aussi Dejmek, *op. cit.*, p. 71-83. Nous ne disposons malheureusement pas pour la Tchécoslovaquie d'un ouvrage comparable à celui de Pierre-Frédéric Weber : *Le Triangle RFA/RDA/Pologne (1961-1975). Guerre froide et normalisation des rapports germano-polonais*, Paris, L'Harmattan, 2007.

ou tout simplement comme une contrainte qui s'impose à partir des années 1960 et 1970 à tous les États européens, et très souvent dans le cadre d'une compétition d'ouverture économique entre démocraties populaires vers l'Ouest<sup>43</sup>. Au moment même où la Tchécoslovaquie adopte une constitution socialiste en juillet 1960, les prémices de la crise économique surgissent. Le pays arrive au bout de ses capacités à mobiliser extensivement ses ressources et les destructions qui ont accompagné la socialisation commencent à se faire sentir. La crise éclate en 1962-1963. Parallèlement, le succès du Marché commun tranche avec la stagnation qualitative de l'Est : son impact sur le marché mondial est redouté à l'Est et les craintes sont alors explicites dans les milieux informés<sup>44</sup>. Il faut donc trouver des solutions, dont certaines passent par le développement des relations avec l'Ouest. On peut à ce propos constater une corrélation étroite et assez révélatrice de la situation politique entre commerce avec l'Occident et commerce avec l'URSS<sup>45</sup>.

Une des solutions identifiées pour combler le nouveau *gap* passe dans les années 1960 par l'acquisition de savoirs occidentaux : d'où la nécessité de répondre positivement aux propositions d'ouverture qui sont faites à l'Ouest. Le développement des échanges culturels est caractéristique de ce point de vue. Dans l'état actuel des travaux sur ces échanges (notamment à travers les fondations américaines), on constate un déséquilibre révélateur : les Occidentaux qui vont dans le bloc soviétique sont surtout des spécialistes de sciences humaines et sociales ; les ressortissants du bloc sont des scientifiques<sup>46</sup>.

Le réalisme économique est donc dominant du côté tchécoslovaque à partir du début des années 1960, avec des implications contradictoires : l'alignement sur la volonté d'intégration soviétique au sein du CAEM n'est pas exclusif de plaintes tchécoslovaques sur les tâches attribuées par la division du travail interne au bloc, qui sont les plus lourdes en termes de consommation d'énergie et de pollution, notamment dans les années 1980. De la même façon, Prague a été freinée pendant des années dans sa volonté de développer son énergie nucléaire. Par ailleurs, dans les années 1970 et 1980, éclatent les contradictions entre la nécessité du développement

43. Voir ci-dessous la contribution d'Irina Gridan.

44. Voir l'article de Marie-Pierre Rey, « L'Europe dans la politique extérieure soviétique, de Brejnev à Gorbatchev », in *Relations internationales*, n° 147, automne 2011.

45. La part du commerce extérieur tchécoslovaque avec les pays capitalistes développés était de 45,5 % en 1948 (16,2 avec l'URSS) ; elle tombe à 14,8 % en 1953 (35,5 avec l'URSS), remonte à 20,3 % en 1968 (33,6 avec l'URSS), 22,4 % en 1975 (32,5 avec l'URSS), 23,1 % en 1980 (35,8 avec l'URSS), pour retomber à 15,5 % en 1985 (44,8 avec l'URSS) et 17,4 % en 1988 (41,7 avec l'URSS), in Průcha, *op. cit.*, p. 571 et 863.

46. Il y a là une politique dont il faudrait vérifier si elle est coordonnée au niveau du bloc. Du côté occidental, on est bien conscient du problème, et la question du contrôle des échanges est cruciale des deux côtés. Cf. la présentation par Justine Faure de son projet sur « La circulation des savoirs en sciences humaines et sociales entre les États-Unis et l'Europe de l'Est pendant la guerre froide » lors du séminaire doctoral *États, populations, identités et territoires en Europe centrale (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* (Paris-I/HESS, C. Lebeau, A. Marès, M.-E. Ducreux) du 4 mai 2011.

des échanges économiques et commerciaux et le frein mis à la liberté de mouvement des citoyens et des intellectuels. L'enfermement est une des caractéristiques de la « normalisation ».

De sondages réalisés dans les archives du ministère des Affaires étrangères, de l'Intérieur et dans celles de la STB (la police secrète), il ressort clairement que deux forces s'affrontent du point de vue de notre sujet : celles qui voient dans toute ouverture et dans tout contact avec l'étranger un danger majeur pour l'État face à celles qui, au contraire, considèrent que l'échange, même avec le monde capitaliste, est dans la logique des choses. Sans parler du poids de la surveillance policière des étrangers ou de ceux qui avaient des contacts avec les étrangers jusqu'à l'extrême fin du régime, cette surveillance (des émigrés par exemple) tournait à l'obsession paranoïaque. Une telle conception est évidemment un frein au développement de la politique extérieure, voire à sa performance. Sur 22 chercheurs « fondateurs » de l'UMPE en 1957-1959, 13 ont ou auront des liens étroits avec le ministère de l'Intérieur. Et ils sont 7 sur 19 dans l'équipe reconstituée en 1970-1973<sup>47</sup>.

Face à ceux qui ne vivent et ne peuvent conforter leurs positions que par l'orthodoxie idéologique et la culture de la suspicion (les « bureaucrates » conservateurs), il y a les technocrates modernisateurs, qui ne sont pas hostiles par principe au régime, mais qui voudraient que leur niveau de performance professionnelle soit mis au service de l'État : or, ce niveau dépend d'une technicité concurrentielle qui implique un milieu internationalisé. On sait l'importance fondamentale de l'affrontement de ces deux groupes pour le développement des démocraties populaires et les compromis, les accommodements que le premier a dû faire pour laisser une place au second. D'ailleurs, la chute du régime peut être lue comme la victoire de ces technocrates sur les bureaucrates.

Nous sommes ici au cœur d'une question fondamentale pour la définition de la politique étrangère : sa technicité. À travers l'exemple des relations franco-tchécoslovaques, il appert cependant que la dimension idéologique est restée très forte, vraisemblablement en raison de la présence en France de l'émigration de 1968, alors qu'on se trouve dans un contexte de « normalisation » permanente.

Ce qui est vrai du corps diplomatique vaut pour d'autres groupes. On voit dans les années 1960 (mais le phénomène n'est pas totalement absent non plus dans les années 1950) à quel point les logiques de groupes poussent au développement des relations culturelles avec l'Occident, et donc à l'ouverture. Les universitaires, les experts, les traducteurs aspirent à rétablir les liens souvent coupés depuis 1948. C'est vital pour leur corporation, d'autant qu'ils se rendent compte qu'ils sont en compétition à l'intérieur du bloc soviétique avec leurs voisins. L'excellence est menacée par le ridicule idéologique : or, celui-ci ne peut se maintenir que dans l'isolement. Cette dynamique de groupe – satisfaite puis contrariée – semble primordiale

47. 50 *let, op. cit.*, p. 133-134.

dans la réouverture des années 1960 et le renfermement (lié notamment à la décapitation des élites entre 1969 et 1971) fatal aux performances de la société tchécoslovaque, du moins dans certains domaines.

Dernier observatoire possible de l'autonomie : la politique à l'égard du Tiers Monde. Petr Zídek a étudié cette politique pragoise en direction de l'Afrique francophone et du Proche-Orient ; ces études permettent de mieux comprendre l'instrumentalisation de Prague par les Soviétiques, mais ménagent en même temps quelques surprises<sup>48</sup>. Le complément idéal de cette démarche consisterait à comparer la situation tchécoslovaque avec les rôles de Berlin-Est, Varsovie, Budapest, Bucarest et Sofia en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et à confronter les résultats avec les archives moscovites. Il faut noter une baisse des flux commerciaux entre la Tchécoslovaquie et les pays du Tiers Monde sur la longue durée<sup>49</sup>. Le sentiment que le commerce avec le Tiers Monde n'était pas gratifiant pour la Tchécoslovaquie semble avoir été suivi par une certaine volonté de désengagement, même si Prague a joué un rôle très actif dans l'équipement militaire de nombreux régimes antiaméricains et « anti-impérialistes ».

#### UN CAS GÉNÉRALISABLE ?

Il y a eu incontestablement un modèle commun des politiques étrangères des pays d'Europe médiane, dans la structure des ministères des Affaires étrangères<sup>50</sup>, la formation des élites à Moscou à partir des années 1950 (au sein du MGIMO ou de l'IMEMO), les instructions prises régulièrement auprès des directions idoines du MID, la concertation des représentants du bloc soviétique à l'étranger et la coordination des services secrets, très présents dans les ambassades<sup>51</sup>. Parallèlement, il y a eu une division des tâches entre démocraties populaires, évidemment dans le Tiers Monde<sup>52</sup>, de manière plus subtile et plus individualisée dans les pays occidentaux où la

48. Petr Zídek, *Československo a francouzská Afrika 1948-1968*, Prague, Libri, 2006 ; Petr Zídek et Karel Sieber, *Československo a subsaharská Afrika v letech 1948-1989*, Prague, UMV, 2007 ; les mêmes, *Československo a Blízký východ v letech 1948-1989*, *op. cit.* Voir aussi « La Tchécoslovaquie et le Tiers Monde dans les années 1950-1960 », dans *Culture et politique étrangère des démocraties populaires* (dir. A. Marès), Paris, IES, 2007, p. 121-141.

49. La part du volume du commerce avec les « pays en développement » est de 14,8 % en 1948, 13,6 % en 1955, 10,4 % en 1960, 8,2 % en 1968, 7,1 % en 1975, 7 % en 1980 et 4,1 % en 1988 (Průcha, *op. cit.*, p. 571 et 863).

50. Il faudrait toutefois le vérifier sur le temps long dans l'ensemble de l'Europe médiane soviétisée.

51. Dömök, *op. cit.*, p. 31, indique qu'à la fin des années 1980, à l'ambassade de Londres, deux diplomates avaient été nommés par le CC du PCT et 14 par le ministère de l'Intérieur. Sur ce fonctionnement et les liens avec Moscou, A. Marès, *art. cit.*, p. 92-103.

52. On peut notamment comparer les résultats des travaux de Petr Zídek sur l'Algérie avec ceux de Fritz Taubert : *La Guerre d'Algérie et la RDA (1954-1962). Problèmes de la décolonisation dans un État « socialiste » et solidaire*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2010.

concurrence pouvait jouer<sup>53</sup>. Les différences entre les politiques étrangères pourraient ainsi s'expliquer par une répartition préalable des missions de chacune des démocraties populaires plutôt que par une volonté nationale d'autonomisation.

On ne doit pas négliger cependant les traditions, malgré la rupture et l'unification communistes. En comparant certaines diplomaties « nationales », on constate que les différences patentes sont liées aux héritages et au maintien des sensibilités spécifiques autant qu'aux divergences politiques. Si nous envisageons le temps long et les sociétés, il faut donc s'abstraire, au moins partiellement, de l'idéologique pour revenir au culturel et aux représentations. Enfin, il faut tenir compte de la montée des intérêts nationaux, de plus en plus prégnants à partir du moment où les crises économiques se développent et où Moscou pousse ses « partenaires » à moderniser leurs outils de production et à améliorer leurs performances. En Tchécoslovaquie, le remplacement à la tête du PCT de Gustáv Husák par Milouš Jakeš a été une bonne illustration des débuts de la perestroïka : il ne s'agissait pas de libéraliser le pays, contrairement à ce qu'attendait la population qui avait réservé un accueil enthousiaste au *leader* soviétique, mais à le rendre plus performant sur le plan économique, comme Jakeš tenta d'en convaincre l'Occident à son arrivée au pouvoir.

Pour conclure, en l'état actuel des recherches, il nous semble que l'exemple de la politique extérieure tchécoslovaque est généralisable pour étudier la façon dont l'URSS a utilisé les démocraties populaires en vue d'établir son influence ou son hégémonie dans le monde et, pour reprendre les conclusions de Jacques Lévesque, dans un mouvement où se conjuguent les préoccupations géopolitiques et idéologiques<sup>54</sup>. Cette dualité qui a toujours présidé à la politique étrangère soviétique est aussi présente en Tchécoslovaquie et il est difficile de distinguer toujours nettement ses motivations tant l'habillage des décisions (corollaire du fameux *ketman* repris par Czesław Miłosz<sup>55</sup>) est souvent un leurre : les justifications idéologiques peuvent masquer des soucis nationaux, et inversement. L'exemple pragois est également généralisable pour la période de mise en place du système stalinien jusqu'en 1953 où l'unité du bloc et la subordination totale à Moscou sont indéniables, liées notamment à l'omniprésence des conseillers soviétiques, à laquelle seule la Yougoslavie titiste sut résister. En revanche, il faut souligner l'asynchronie profonde de l'évolution politique des démocraties populaires en ce qui concerne les espaces d'autonomie qui leur ont été accordés pendant le reste du régime communiste : avec son

53. Si la perception du Marché commun par Moscou a déjà fait l'objet de quelques approches (cf. Marie-Pierre Rey, note 44), une telle étude manque pour la Tchécoslovaquie, l'ouvrage de Dan Marek (*Od Moskvy k Bruselu. Vzťahy mezi českou republikou a Evropskou unií v období 1957-2004*, Prague, Barrister & Principal, 2006) ne s'appuyant pas sur des sources primaires tchèques pour la période communiste.

54. Jacques Lévesque, « Quelques paradoxes de la politique extérieure de l'URSS », in *Communisme* n° 49-50, 1997, Lausanne, L'Âge d'Homme, p. 7-15.

55. *La Pensée captive*, Paris, Gallimard, 1953.

retard à la soviétisation jusqu'en février 1948, avec l'intensité de la stalinisation illustrée par le procès Slánský de novembre 1952, avec le « Printemps de Prague » de 1968, suivi par le long tunnel de la normalisation, la Tchécoslovaquie a connu un rythme profondément différent de celui de ses voisins, et cela s'est reflété dans les politiques étrangères de chacune des démocraties populaires (ou des États qui avaient adopté des constitutions socialistes)<sup>56</sup>. De ce point de vue, une vision uniquement systémique des États du bloc soviétique ne suffit pas à rendre compte de leur réalité et de leur complexité, même si leurs politiques étrangères sont restées largement subordonnées à Moscou. Ce sont leurs marges de manœuvre respectives qu'il conviendrait d'explorer plus en détail de manière systématiquement comparative<sup>57</sup>.

Antoine MARÈS

*Professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne*

56. Pour une analyse de ces ruptures dans le contexte européen, *La Tchécoslovaquie, sismographe de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, *op. cit.*

57. Quelques pistes complémentaires mériteraient d'être explorées dans cette perspective comparative : une étude fine des flux du commerce extérieur serait particulièrement pertinente pour relever les différences dans le temps et entre démocraties populaires. De même, pour l'articulation des générations au sein des élites : des sociologues et historiens ont bien montré pour certains pays et certaines professions que l'expérience des cohortes était fondamentale dans leur rapport au pouvoir et à la société, voire à la mémoire. Cette dimension générationnelle peu étudiée a une importance cruciale pour mieux comprendre les enjeux des années 1980. Comme preuve ultime – *a contrario* et *a posteriori* – d'une certaine autonomie, il serait également utile d'étudier la continuité et la discontinuité des personnels diplomatiques dans les pays successeurs de l'Empire soviétique pour l'après-1989.